

# En filigrane de la crise sanitaire inédite, des certitudes idéologiques remises en cause

S'il est certain que nos vies quotidiennes seront impactées durablement par cette crise, sur les plans politique et économique des changements sont également d'ores et déjà perceptibles. S'agit-il simplement d'effets de bord issus d'une gestion de crise inédite ou bien assistons-nous à une remise en cause de certains paradigmes perçus jusque-là comme inébranlables ? Comme en écho aux cours d'économie de première et de terminale, la crise du covid-19 vient nous interpeller sur le rôle de l'Etat en tant que garant de la sécurité et du bien-être de la Nation.

L'Etat en tant que « sauveur de la Nation » ?

Si plusieurs gouvernements ont vu leur gestion de la crise louée par les médias internationaux d'autres, au contraire ont subi un feu nourri de critiques dès les premières semaines. Largement médiatisées, les pénuries d'équipements médicaux et l'impréparation face à l'épidémie ont de fait placé l'Etat au centre de l'attention médiatique. Si après la crise financière de 2008 les Etats se sont démenés pour apporter des solutions économiques - voire politiques - a posteriori, la crise sanitaire de 2020 a, elle, propulsé les Etats comme acteurs en temps réel, au coeur de l'action. Des Etats dont on attend une forte réactivité, dans un contexte où la crise sanitaire de départ s'est rapidement muée en une crise protéiforme.

L'épisode des cargaisons de masques « réquisitionnées » par certains Etats est là pour nous rappeler l'importance de la réactivité dans cette crise. Au-delà de leur caractère rocambolesque, ces images ont révélé de façon crue et inédite la puissance concrète et quasi-physique de gouvernements prêts à tout pour s'arroger des cargaisons, légitimant leur action par la primauté absolue de leur intérêt national. Une situation surréaliste, jamais vue en temps de paix et encore moins entre « alliés » ou « partenaires ».

Si l'Etat a déployé ses muscles sur le terrain de la protection de la population, cette crise lui permet également de démontrer sa valeur sur le terrain économique. Les plans de relance massifs, les mesures de soutien aux entreprises et aux actifs ou encore la mise en place de mécanismes de solidarité ont été annoncés par de nombreux gouvernements à travers le monde. Ces plans illustrent la volonté ferme de soutenir aussi bien la population (à travers le filet social) que l'économie ou les marchés financiers : près de 1.000 milliards d'euros sont ainsi prévus au niveau de l'Union Européenne et 2.000 milliards d'euros pour les Etats-Unis.

Si les géants chinois et indiens annoncent des plans plus modestes à hauteur de respectivement 130 et 245 milliards d'euros, les autres pays émergents ne sont pas en reste. Handicapés par un secteur informel important et des systèmes de protection sociale défaillants, les fonds débloqués servent généralement à amortir un double choc économique et social brutal à travers la distribution de denrées ou de minima sociaux. Dans certains de ces pays, la crise actuelle sert également de catalyseur à une remise à plat des systèmes de santé ou de protection sociale.

Quelques semaines après les premières annonces des dispositifs de lutte contre l'épidémie, l'actualité économique vient concurrencer les bilans épidémiologiques quotidiens. Les annonces catastrophistes de plusieurs grandes entreprises comme les réductions d'activité drastiques ou la perspective de vagues de licenciements massifs font planer la menace d'une nouvelle crise

économique. On en appelle à l'Etat comme garant et créancier en dernier ressort, celui qui peut éviter à la Nation le chaos économique. Rapidement, des batteries de mesures (dispositifs de chômage partiel, gel des échéances fiscales et sociales, subventions, ) sont ainsi déployées pour soutenir l'économie réelle, impactée de plein fouet par cette crise.

L'autosuffisance se décrète-t-elle ?

Dès l'adoption des premières mesures par les gouvernements, des craintes ont commencé à poindre au sein de l'opinion publique : ruptures au niveau de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ou encore fortes perturbations sur les réseaux électrique et internet. Constatées un peu partout sur la planète pendant les premières semaines de l'épidémie, ces craintes ont relevé de l'effet de panique. Parallèlement, des carences - bien réelles - ont aussi été constatées pendant cette crise : des produits et équipements jugés essentiels dans le combat contre l'épidémie, tels les blouses, les masques ou encore les respirateurs artificiels ont manqué dans nombre de pays, de l'Europe aux Etats-Unis.

Ces pénuries - qui continueront de faire les gros titres pendant encore quelque temps - ont mis en lumière certains fondements de l'économie globale actuelle et plus particulièrement la structure des échanges mondiaux. Directement inspirée par la théorie des avantages comparatifs, celle-ci prend actuellement la forme d'une chaîne de valeur mondiale ultra-optimisée, intégrée et articulée autour de pôles de spécialisation, reliés entre eux par des chaînes d'approvisionnement et de logistique à flux tendus. Une structure simple et efficace en théorie mais à l'architecture complexe et fragile en réalité.

Véritable colonne vertébrale de la mondialisation, cette spécialisation par métiers a largement contribué à l'intégration de nombreux pays dans l'économie mondiale. Robuste et résiliente lorsque parfaitement maîtrisée (c'est à dire lorsque les flux s'écoulent « normalement »), cette architecture se révèle néanmoins fragile face aux soubresauts pouvant affecter par exemple, la chaîne d'approvisionnement logistique ou le niveau de la demande. La « crise des masques » que nous avons évoquée trouve ici son explication. Une demande massive et soudaine pour ce produit (qui n'est plus fabriqué en France depuis 2018 et qui est importé à 80% de Chine) s'est traduite par un enrayement de la mécanique. Pour les acheteurs les conséquences sont immédiates : pénurie, spéculation, voire fraude et malfaçon.

Inversement, certains pays ont su tirer profit de leur spécialisation. Le Maroc et la Tunisie, hubs textiles importants, ont ainsi utilisé à leur avantage cette spécialisation en capitalisant rapidement sur leurs capacités de production textile. Grâce à un appui et à des orientations étatiques, ces deux pays ont pu ainsi répondre à la hausse brutale de la demande sur leurs marchés domestiques et même exporter une partie de leur production.

Diamétralement opposées, ces situations nous amènent à la question suivante : affirmer vouloir atteindre un niveau d'autosuffisance dans un domaine donné est-il suffisant? L'actualité récente nous confirme qu'une impulsion gouvernementale forte peut aider un secteur à renaître de ses cendres. Dans de nombreux pays (y compris la France), la montée en puissance de la production de masques, de gel hydro-alcoolique mais aussi d'équipements tels les respirateurs artificiels a ainsi été rendue possible grâce à un niveau de coordination et de leadership étatique caractéristique d'une économie de guerre.

Si la plupart des pays industrialisés disposent de l'assise industrielle et des compétences technologiques pour adapter leur appareil de production à presque toutes les situations, il est intéressant de relever que cette crise a également boosté le secteur de l'innovation technologique et de la RD dans certains pays émergents, désireux eux-aussi de réduire leur dépendance aux importations pour des produits « critiques » qu'eux-mêmes n'ont jamais produit.

Une crise qui fait le jeu du protectionnisme ?

En raison de leur fort impact sur les opinions publiques (et les électeurs), les déclarations protectionnistes ont souvent séduit les décideurs politiques et économiques. Dans un contexte où d'aucuns prévoient déjà des conséquences désastreuses pour l'économie les restrictions sévères imposées à la liberté de circulation peuvent-elles s'étendre à une sphère économique jusque-là marquée par une adhésion totale à la doctrine libre-échangiste ?

Penchons-nous sur les formes que pourrait prendre un « nouveau protectionnisme », galvanisé par la crise du covid-19.

-Afin de stimuler (ou de protéger) la production nationale il peut sembler tentant d'instaurer ou de renchérir la taxation de certains produits jusque-là importés. Mais fabriquer localement ne se limite pas à la mise à niveau de l'appareil de production. In fine les économies d'échelle - et donc la rentabilité globale, constituent les critères à l'aune desquels une production nationale sera considérée comme viable et donc substituable aux importations. Par ailleurs et nous l'avons vu, la mise en place - dans des délais parfois très courts - d'unités de production ad hoc n'est pas toujours exempte de difficultés ni de couacs.

-Pendant longtemps le concept de « sécurité nationale » s'est limité à des secteurs tels que la défense, l'énergie, les télécoms ou l'alimentaire mais la crise du covid-19 semble en avoir élargi la définition. L'industrie pharmaceutique Européenne (dont 80% des intrants requis dans sa production sont importés d'Asie) illustre la prise de conscience par les Etats que leur sécurité sanitaire passe désormais à travers un indispensable rapatriement de ces activités. La relocalisation de certaines activités vitales posséderait ainsi le double avantage de d'abord éliminer le risque de dépendance vis-à-vis de l'étranger (notamment en situation de crise) puis ensuite de s'inscrire dans un processus de « réindustrialisation » vertueux.

-Plus que d'autres, certains secteurs subissent de plein fouet les conséquences de cette crise. L'aérien ou le tourisme sont aujourd'hui mis à rude épreuve et risquent de demeurer impactés plusieurs années durant après la fin de cette crise. Pour nombre de gouvernements, cette situation dans laquelle de grandes entreprises (publiques ou non) se retrouvent fragilisées et exposées représente un véritable risque pour leur souveraineté. Afin d'éloigner cette perspective l'adoption de mesures dites « de protection » ou de nationalisation (totale ou partielle) de ces entreprises a été évoquée sérieusement par plusieurs Etats. En France, les dispositions de la loi Pacte votée en 2019 qui avaient pour objectif de renforcer l'attractivité du pays ont ainsi cédé la place à des mesures devant permettre à l'Etat de refuser certaines opérations dès lors qu'elles concernent des « secteurs stratégiques ».

Au-delà de la crise du covid-19 et de ses conséquences immédiates, gageons que ces questions seront au coeur des débats et des prochaines échéances électorales.